

la lettre

RESACOOOP

49 juin 2007

PAROLE D'ACTEURS

La solidarité locale et internationale au service de l'eau

En vigueur depuis le début de l'année 2005, la Loi OUDIN apporte un nouveau dispositif de levée de fonds pour la solidarité internationale en provenance de la coopération décentralisée (jusqu'à 1 % des ressources de fonctionnement des syndicats d'eau et agences de l'eau), venant compléter les ressources privées et publiques françaises. Elle apporte légitimité et légalité aux acteurs de l'eau désireux de s'engager dans la solidarité internationale.

La collectivité territoriale pourra mener elle-même son action de solidarité avec des compétences en interne et en gérant elle-même son budget, dans le cadre d'un partenariat direct avec une collectivité du Sud. Elle pourra aussi sous-traiter une partie de son action (étude de faisabilité, monitoring, évaluation...) à un ou des prestataires extérieurs. La collectivité pourra rejoindre une mobilisation existante au niveau local ou régional, venant alors contribuer à une action, à un budget, à une mobilisation de plus grande envergure (impact, notoriété, synergie entre acteurs régionaux...). Enfin, elle pourra affecter son financement à un projet proposé et mené par un acteur tiers (OSI, bureau d'étude...), se libérant ainsi des contraintes de choix du projet et partenaire et des contraintes de gestion. Avec la Loi OUDIN, les collectivités territoriales amplifient l'engagement des citoyens et des pouvoirs publics français, et rejoignent la mobilisation internationale pour l'atteinte des Objectifs du Millénaire. La finalité essentielle de la loi, c'est l'accès à l'eau pour 750 millions de personnes qui en sont privées, à l'horizon 2015. La loi peut être aussi l'occasion d'une prise de conscience des élus et citoyens :

- sur la question de l'eau en France en gé-

néral, et sur le territoire de la collectivité concernée;

- sur la nécessité, pour tous les acteurs d'un territoire, de communiquer entre eux pour apprendre à gérer l'eau ensemble au niveau local;
- sur l'opportunité d'échanges et de formations mutuelles entre élus locaux, du Nord et du Sud (gestion d'une commune, décentralisation, mobilisation des citoyens, gestion des conflits, etc.);
- sur l'opportunité d'échanges culturels et humains entre acteurs du Nord et du Sud, donnant tout son sens au partenariat financier.

La contribution des collectivités territoriales doit, bien sûr, rester volontaire, et la décision d'attribution des fonds, tout comme la gestion de ces fonds et du partenariat doivent rester décentralisées.

La Loi OUDIN offre l'occasion de réaffirmer la nécessité de garantir l'accès à l'eau pour les plus démunis, au Nord comme au Sud. Avec un service public de l'eau, géré localement au plus près des besoins, des contextes et des usagers.

Christian Houdus - Association Eau Vive
15, rue Paul Bert - 26000 Valence
tél. 04 75 81 56 53 - eauviveval@wanadoo.fr
www.eau-vive.org

Réduire de moitié, d'ici à 2015, le pourcentage de la population qui n'a pas accès de façon durable à un approvisionnement en eau potable, tel est l'un des objectifs du Millénaire pour le développement. Le nouveau cadre financier qu'offre la loi Oudin aux collectivités territoriales françaises permet à celles-ci de contribuer à l'effort des collectivités du Sud pour atteindre cet objectif. Cette « manne » financière potentielle ne doit cependant pas faire oublier les fondamentaux en matière de conception de projets. Si l'on veut s'assurer de la bonne gestion et de la pérennité des équipements réalisés, il paraît indispensable que le financement des infrastructures soit accompagné par la mobilisation des expertises et compétences adéquates. Trop de puits asséchés, abandonnés, ou de pompes hors service « jonchent » les projets de coopération internationale pour ne pas être vigilant sur ce point. Par ailleurs, des agences de financement des infrastructures des collectivités locales ont été mises en place dans plusieurs pays d'Afrique et d'ailleurs, avec l'appui des bailleurs de fonds internationaux. Il serait sans doute dommage que les contributions mobilisées par les collectivités françaises à travers la loi Oudin, viennent en concurrence plutôt qu'en complémentarité de ces dispositifs. L'enjeu est trop crucial aujourd'hui pour des millions de personnes pour ne pas risquer d'ajouter la goutte d'eau qui fera déborder le vase...

Rose-Marie Di Donato
Directrice

édito

Coopération décentralisée dans l'eau et l'assainissement

À l'occasion de l'organisation du 4^e Forum mondial de l'eau, les collectivités locales françaises, à travers leurs associations nationales, ont souhaité réaliser un ouvrage sur leur coopération décentralisée dans le domaine de l'eau et de l'assainissement. Celui-ci présente plus d'une vingtaine d'expériences (petites villes, villes moyennes, grandes villes, intercommunalités, départements, régions) dans ce secteur de la coopération décentralisée en faveur duquel les collectivités territoriales peuvent mobiliser des fonds provenant de deux secteurs différents : leur budget général (dans le cadre de la loi de 1992); le dispositif récemment mis en place, appelé « Oudin- Santini » (loi du 9 février 2005) qui permet d'affecter jusqu'à 1 % du budget eau et assainissement des collectivités, syndicats des eaux et d'assainissement et des agences de l'eau, au financement d'opérations de solidarité.

AMGVF, mars 2006, 50 pages.

Document téléchargeable sur le site internet : www.grandesvilles.org/IMG/Version.pdf

Une exposition pédagogique itinérante sur l'assainissement

Afin de sensibiliser un public toujours plus large aux questions d'environnement, l'Agence régionale pour l'environnement et les énergies renouvelables de l'Ile-de-France (ARENE Ile-de-France) et le programme Solidarité Eau (pS-Eau) ont mobilisé un groupe d'experts pour créer l'exposition itinérante : « L'assainissement dans les pays en développement, les acteurs français s'engagent ». Elle est composée de 12 panneaux au format 120 x 90 cm : les 3 premiers panneaux dressent la situation et les enjeux de l'assainissement dans les pays en développement; 3 autres panneaux présentent de façon simple les différentes techniques d'assainissement utilisées; 2 exposent la problématique du financement de ce service et les nouveaux moyens d'intervention des acteurs français; 4 autres enfin traitent de cas concrets d'actions de coopération d'acteurs franciliens en partenariat avec des municipalités et agences techniques de pays du Sud. Prêtée gracieusement aux collectivités territoriales, aux structures d'éducation à l'environnement, aux associations, etc., l'exposition est consultable en ligne : www.arenidf.org/coopération/solidariteeau.html

Information et réservation

aubourg@pseau.org • tél. 01 53 34 91 23

AU PLAN NATIONAL

7^{es} Assises de la coopération décentralisée franco-vietnamienne

Elles auront lieu à Montreuil (93) les 22 et 23 octobre 2007. À la demande de l'Ambassade de France et du représentant de Coopération Sud au sein du comité d'organisation, les ONG françaises travaillant au Vietnam sont invitées à participer et à intervenir dans les ateliers. Parmi les 464 acteurs de coopération français répertoriés par l'ambassade en 2003, figurent environ 400 ONG et une cinquantaine de collectivités territoriales, dont seulement une quinzaine sont réellement actives aujourd'hui.

thèmes abordés durant les assises : les coopérations économiques; les institutions, l'aménagement des territoires et l'environnement; les coopérations culturelles et éducatives, le développement de la francophonie; le co-développement.

Les associations souhaitant être invitées ou participer plus activement (notamment en proposant une intervention sur l'un des thèmes cités) doivent rapidement prendre contact avec Jean-Baptiste Colin.

Contact • Mairie de Montreuil

tél. 01 48 70 62 07 • jeanbaptiste.colin@mairie-montreuil93.fr

Balkans, 1^{res} rencontres régionales

5 et 6 juillet 2007 à Thessalonique (Grèce)

Coordonnées par l'Ambassade de France à Athènes, avec le soutien de la Délégation pour l'action extérieure des collectivités locales (ministère des Affaires étrangères) et de Cités Unies France, ces rencontres favoriseront les approches territoriales multi-acteurs afin de rendre possible la concrétisation de projets de coopération décentralisée.

Elles ont pour objectif de permettre aux collectivités territoriales françaises, d'une part de rencontrer leurs homologues d'Europe du Sud-Est (Albanie, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Grèce, Monténégro, Ancienne République Yougoslave de Macédoine et Serbie) et de Turquie et d'autre part, d'être en mesure de mettre en œuvre des projets de coopération bilatéraux et régionaux dans le cadre de thématiques pertinentes pour les collectivités territoriales : la gouvernance, la coopération transfrontalière, la formation des élus locaux, le développement durable, le développement rural et le patrimoine.

Source • Jérôme Duplan • Ministère des Affaires étrangères • DGCID, 57 Bd des Invalides, 75007 Paris
tél. 01 53 69 36 41 • jerome.duplan@diplomatie.gouv.fr • www.diplomatie.gouv.fr/cncd

AU PLAN EUROPÉEN

« Nouveaux fonds, meilleures règles. Aperçu des nouvelles règles financières pour la période 2007-2013 »

Ce guide pratique de la Commission européenne identifie les différents types de porteurs de projets et associe les financements possibles pour chacun d'eux. À chaque étape d'un montage de projet correspond une indication claire et synthétique, un lien avec les réseaux d'information nationaux et européens qui permet de faciliter l'accès au financement de l'Union européenne.

Document disponible sur www.europe-initiatives.org (rubrique centre documentaire)

Source • Europe Initiative Rhône-Alpes, 18 avenue Félix Faure, 69007 Lyon
tél. 04 78 58 83 17 • www.europe-initiatives.org

Année européenne du dialogue interculturel 2008

L'Année européenne 2007 de l'Égalité des chances pour tous entend sensibiliser davantage les Européens à leur droit à l'égalité de traitement et à une vie exempte de discrimination. L'objectif de cette année 2007 est aussi de lancer un vaste débat sur les bienfaits de la diversité. L'Année européenne du dialogue interculturel 2008 se situe donc dans la continuité de cette action. Les principaux domaines concernés seront la culture, l'éducation, la jeunesse, le sport et la citoyenneté. Dans ce cadre, la Commission lance un appel à propositions ouvert à tous les organismes publics ou privés ayant une expérience dans le dialogue interculturel et exerçant des activités au niveau européen. Ceux-ci doivent avoir un rayonnement potentiel à l'échelle de l'UE, toucher des jeunes, des groupes défavorisés ou exclus, et s'inscrire dans une démarche transsectorielle et innovante pour un résultat durable. Le montant accordé par projet varie de 200 000 € à 400 000 € pour 8 à 10 projets. Ils seront financés jusqu'à hauteur de 80 % par la Commission. **Clôture de l'appel le 31/07/2007.**

Appel à propositions et décision du Parlement et du Conseil pour l'Année européenne du dialogue interculturel en ligne sur www.europe-initiatives.org (rubrique centre documentaire).

Source • Europe Initiative Rhône-Alpes, 18 avenue Félix Faure, 69007 Lyon
tél. 04 78 58 83 17 • www.europe-initiatives.org

BLOC-NOTES

Quatuor du livre en Afrique

Toutes les associations qui travaillent dans le domaine du livre et des bibliothèques en Afrique font le même constat : les bibliothèques publiques africaines souffrent de l'inadéquation de leurs collections - constituées surtout de romans et documentaires pour adultes - aux besoins des lecteurs. La composition sociologique du lectorat africain reste scolaire, et la conception de la lecture utilitaire : on lit d'abord parce qu'on en a besoin. Certains publics (artisans, agriculteurs, agents du développement, personnel médical, agents communaux...) ne fréquentent les bibliothèques que s'ils peuvent y trouver des réponses concrètes à leurs questions, leur permettant à terme d'améliorer leur activité professionnelle. Comment parvenir à l'adéquation de l'offre et de la demande ? L'exploration de cette problématique a conduit l'association Culture et Développement à élaborer et à mettre en œuvre un programme d'appui au développement de la lecture sous la forme du dispositif « Quatuor du livre en Afrique ».

Soutenir la chaîne du livre en Afrique

Le dispositif label « Quatuor du livre » associe un partenaire du Nord, souvent une collectivité locale, avec trois partenaires du Sud : une bibliothèque qui va bénéficier de la dotation, une librairie et un groupement d'éditeurs locaux. Ce dispositif a pour objectif de fournir des documents

neufs, notamment des ouvrages pratiques, adaptés aux besoins des lecteurs locaux, et de contribuer au développement de l'activité des librairies et des éditeurs en Afrique. Les éditeurs consentent des remises aux librairies labellisées, qui les répercutent sur les bibliothèques et leur permettent ainsi d'acheter plus de livres locaux.

Des acteurs de la chaîne du livre dynamiques

Poste d'observation privilégiée pour analyser la chaîne du livre, ce dispositif met en valeur les partenaires locaux et souligne leur esprit d'initiative. L'exemple de la librairie Nord Sud, à Bamako, est à ce titre porteur d'optimisme : le libraire invente pour mettre le livre à la portée de ces concitoyens, qui en redemandent. Actuellement, Culture et Développement met en œuvre ce projet au Mali, au Sénégal et en Côte d'Ivoire, et espère pouvoir bientôt l'étendre à d'autres pays et accompagner les collectivités locales dans leur action de solidarité internationale en direction du livre et de la culture.

Informations

Culture et Développement
9 rue de la Poste • 38000 Grenoble
tél. 04 76 46 80 29
www.culture-developpement.asso.fr
Nord-sud@culture-developpement.asso.fr

FAO : journée mondiale de l'eau mars 2007

En 2007, la journée mondiale de la FAO, sur le thème « Faire face à la pénurie d'eau ». Elle faisait ressortir l'importance croissante de la pénurie d'eau dans le monde et la nécessité de renforcer l'intégration et la coopération afin d'assurer une gestion durable, efficace et équitable des ressources hydriques rares, que ce soit localement ou à l'échelle internationale. Durant cette journée, organisée au siège de la FAO à Rome, le directeur général, Jacques Diouf, a parlé de la pénurie d'eau comme de « l'enjeu du 21^e siècle ». Il réside essentiellement dans la nécessité de trouver des moyens plus efficaces de conserver, d'utiliser et de protéger les ressources en eau de la terre. La population mondiale devrait atteindre 8,1 milliards d'habitants d'ici 2030. Pour aller de pair avec la demande croissante de nourriture, il faudra prélever 14 % supplémentaires d'eau douce pour l'agriculture au cours des 30 prochaines années.

Pour en savoir plus

www.unwater.org/wwd07/flashindexfr.html

AGENDA

Osons l'utopie ! Vallée de la Maurienne (73) 22 septembre 2007

Un festival d'idées nouvelles porteuses de solutions et d'optimisme

Partout en France, des gens se rassemblent, innove, créent des liens, réinventent le travail, mettent l'art et la culture au cœur de l'homme, font grandir leur intelligence pour lutter contre l'exclusion et la misère, partout des hommes et des femmes sont entrés en résistance face au pouvoir de l'argent, face à l'indifférence et à l'individualisme et donnent vie aux utopies les plus folles. Pourtant, ces initiatives restent encore méconnues du public; les médias en parlent peu, ou rarement de manière satisfaisante. D'où une idée : proposer de rassembler dans une même fête le plus grand nombre de ces initiatives qui bousculent, inventent, s'engagent, tracent des voies nouvelles, crient l'urgence d'humanité, « utopisent », humanisent, manient l'art sans artifice... Bourse aux idées, présentation des uns et des autres, stands, forums, spectacles... Se pourra aussi être l'occasion de tisser des liens, créer des connexions afin qu'enrichies des expériences des uns et des autres, ces initiatives rayonnent et résonnent encore plus.

Contact

Yves Pasquier • Solid'Art Maurienne,
L'art à la rencontre de la solidarité
Chemin de maison brûlée
ZI du Parquet • 73 300 Saint-Jean-de-Maurienne
tél. 04 79 83 08 13 ou 06 30 49 86 96
www.solidart.net

AMM

formations aux missions médicales

Elles s'adressent aux personnes de la santé qui désirent partir travailler dans les pays tropicaux en développement.

Thèmes et dates des prochaines formations

- Pathologie tropicale et santé communautaire, du 1^{er} octobre au 21 décembre 2007
- Initiation et perfectionnement en laboratoire de base, du 7 janvier au 8 février 2008
- Promotion du développement sanitaire en milieu tropical, du 11 février au 19 mars 2008

Informations

A.M.M.
74 rue d'Ypres • 69316 Lyon • Cedex 04
tél. 04 78 30 69 89 • fax 04 78 39 70 97 -
a.m.m.ypres@wanadoo.fr
www.ammformation.org

Humacoop

formation Mission exploratoire

Humacoop est un centre de formation à l'action humanitaire internationale, d'information et de documentation.

Il a mis en place en mars 2007 une nouvelle formation, intitulée « Mission exploratoire » destinée aux professionnels de la gestion de projet humanitaire ou de développement travaillant au sein d'ONG, d'associations de solidarité internationale ou de collectivités territoriales. La prochaine session aura lieu du 17 au 21 septembre 2007 à Grenoble.

Son objectif est de fournir une méthodologie et les outils pratiques et théoriques indispensables à la conduite d'une mission d'étude de faisabilité d'un projet et à l'élaboration d'un diagnostic de situation. Issus d'universités et d'organisations non gouvernementales, les intervenants sont des experts dans leur discipline. Cette formation traite de 5 approches transversales qui regroupent différentes notions et outils essentiels au bon déroulement d'une mission exploratoire :

- Aspects méthodologiques et organisationnels
- Compte-rendu de mission / Écriture de projet
- Évaluation sanitaire rapide
- Politique et réseaux
- Anthropologie, ethnologie et projet humanitaire

Pour plus d'informations

info@humacoop.com
www.humacoop.com (rubrique « se former »)
tél. 04 76 51 11 06

Rapport mondial sur l'Éducation Pour Tous (EPT)

Chaque année, le Rapport mondial de suivi sur l'EPT évalue les progrès réalisés par le monde pour tenir l'engagement qu'il a pris de dispenser une éducation de base à chaque enfant, jeune et adulte d'ici 2015. Le rapport 2007 de suivi sur l'EPT 2007 met l'accent sur l'éducation et la protection de la petite enfance. Pourquoi l'éducation et la protection de la petite enfance est-elle essentielle pour réaliser l'EPT? Pourquoi ses bienfaits sont-ils plus importants pour les enfants les plus défavorisés? Qui sont les 77 millions d'enfants non-scolarisés? Quel est le montant de l'aide nécessaire pour respecter l'échéance de 2015?

Ce rapport est en ligne sur : www.efareport.unesco.org/fr

Film « We feed the world » - le marché de la faim

Réalisé par l'Autrichien Erwin Wagenhofer en 2006 (96 mn), sortie nationale le 25 avril 2007.

« Environ 350 000 hectares de terres agricoles, essentiellement en Amérique latine, sont employées à la culture du soja destiné à la nourriture du cheptel des pays européens alors que près d'un quart de la population de ces pays souffre de malnutrition chronique. Chaque Européen consomme annuellement 10 kg de légumes verts, irrigués artificiellement dans le sud de l'Espagne, et dont la culture provoque localement des pénuries d'eau »...

Informations • www.le-marche-de-la-faim.fr

« Notre avenir à tous »

Rapport Brundtland en version française

Le Rapport de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement de l'ONU est certainement l'un des documents les plus importants des dernières décennies sur l'avenir de la planète.

En partenariat avec les Éditions Lambda, Adéquations, qui a pour objectif de sensibiliser aux enjeux du développement durable et de la solidarité internationale, est chargée de diffuser en Europe la réédition du rapport Brundtland. 432 pages. 28 € port compris.

Commande contact@adequations.org • tél. 01 46 07 04 94
À consulter sur www.wikilivres.info/wiki/index.php/Rapport_Brundtland

« L'élu et la commune »

Ce manuel de 167 pages, 2^e édition en 2007, est signé par Soungalo Ouattara, administrateur civil et actuel ministre délégué chargé des collectivités locales au Burkina Faso. Cet ouvrage, selon son auteur, se veut un outil d'aide à la prise de décision, à l'usage des élus locaux et autres acteurs de la gouvernance locale. C'est un manuel d'informations et de formation à la gestion des affaires locales, spécialement dédié aux élus locaux. Son auteur explique qu'il s'agit là d'une œuvre simplifiée, d'exploitation facile, qui met à la disposition de toute personne intéressée par le sujet de la décentralisation, des définitions et concepts, ainsi que des techniques pour éviter les errements et les hésitations dans l'appréciation des actes relatifs à la gestion des affaires locales.

La parution de l'ouvrage tombe à point nommé à une étape déterminante de la communalisation au Burkina.

Source • www.lefaso.net/article.php3?id_article=19456

Vivo raconte Bintou et Valentin

L'eau : source de développement et de citoyenneté

Dans le cadre de la campagne « Demain le monde » et en partenariat avec Eau de Paris, le Ministère des Affaires Étrangères, l'Agence de l'Eau Seine Normandie, Eau Vive a développé un kit pédagogique composé d'une bande dessinée et d'un Cd-rom pour les jeunes de 8 à 14 ans sur le thème de l'eau et du développement. Un support indispensable pour l'éducation au développement et à l'environnement. En compagnie de Bintou, Valentin et Vivo, les jeunes découvrent la problématique de l'eau et du développement durable, abordée dans une dimension Nord/Sud. À travers leur histoire, ils prennent conscience que l'eau est une ressource fondamentale, rare, moteur d'évolution mais aussi de conflits, et qu'une remise en cause des pratiques de production, de consommation et l'adoption d'un comportement citoyen s'imposent. Car l'eau est l'affaire de tous !

Informations • www.eau-vive.org/fr/agir/kit.php

RECHERCHE DE PARTENAIRES

RÉSACOOP NE FAIT QUE RELAYER
LES RECHERCHES DE PARTENAIRES ET N'EST DONC AUCUNEMENT RESPONSABLE DE LEUR CONTENU.

Roumanie

La Ville de Pitesti, 180 000 habitants, chef-lieu du département d'Arges, est un important centre économique, culturel et sportif. Son maire, M. Tudor Pendiuc, souhaiterait réaliser une coopération ou un jumelage avec une collectivité locale de la région Rhône-Alpes.

La ville de Pitesti est située à 120 km de Bucarest, à un carrefour des routes commerciales.

La population active travaille dans les secteurs de l'alimentaire, de la pétrochimie, du caoutchouc, de la chaussure, des textiles qui représentent les richesses de la ville, sans oublier les arbres fruitiers et les vignobles (le célèbre vin de Pitesti). Elle compte un important centre universitaire, un réseau scolaire de 20 écoles et 17 lycées, des musées, un théâtre, des bibliothèques, des galeries d'art, des monuments historiques, un complexe sportif avec stades, piscine olympique, salles de sport, une exposition florale annuelle existant depuis 30 ans...

Contact

M. Tudor Pendiuc, Maire de Pitesti,
département d'Arges
24 rue de la Victoire • Pitesti • Roumanie
tél. 040 248 212 166
primaria@primariapitesti.ro

Tchad

La jeune commune de Bédjondo (10 000 habitants), créée en 1999, souhaite se jumeler avec une commune de la région Rhône-Alpes. Elle est un centre important pour les échanges commerciaux malgré son enclavement. Elle est située à 55 km du chef-lieu de la région du Mandoul et à 45 km de Doba, chef-lieu de la région du Logone Oriental, zone pétrolière.

La population est très participative et a contribué aux réalisations suivantes : construction d'un bâtiment administratif pour le Préfet du département de Mandoul, agrandissement du lycée et de l'école...

Sur le plan sanitaire, la commune dispose de deux centres de santé, privé et public, et d'un centre nutritionnel. Par ailleurs, on dénombre plusieurs services déconcentrés de l'État implantés dans la commune : délégation de l'Éducation nationale, Inspection des enseignements élémentaires de base, centre de formation continue des enseignants, etc.

Dans le domaine agricole, la commune est caractérisée par la production du sorgho, pénicillaire, arachide, haricot, coton, élevage du gros et petit bétail.

La commune souhaiterait engager une coopération décentralisée dans les domaines suivants : échanges socio-culturels, développement du tourisme vert, ouverture de comptoirs de vente de produits agricoles, partage d'expériences dans le développement agricole et l'élevage ainsi que dans le dynamisme associatif et organisationnel.

Contact

M. Dimanche Montoingar • BP 112 • Doba • Tchad
montoingar.d.dingambaye@exxonmobil.com

Congo Brazzaville

Le district de Makoua, 23 349 habitants, est situé à 622 km au nord de Brazzaville. Avec une superficie de 9 120 km², Makoua est une localité très riche par ses potentialités humaines, naturelles et sa culture variée. Les activités essentielles des populations du district sont l'agriculture, la pêche et l'artisanat. Pour améliorer les conditions de vie des populations locales, sur initiative conjointe des élus, de l'administration locale et de l'association Jeunesse Lumière à l'Equateur, la plateforme locale de concertation et d'action pour le développement du district a été mise en place, avec comme perspectives projets...

- Renforcement des capacités opérationnelles du Centre de santé intégré unique du district.
- Réhabilitation et équipement des écoles, d'un centre de lecture publique et de bibliothèques scolaires.
- Création de radio et télévision locales communautaires, d'un espace informatique et Internet de formation.
- Assainissement et aménagement de la ville et des villages, éducation à l'environnement, valorisation des ressources environnementales et naturelles locales.
- Réhabilitation des pistes agricoles, appui à la qualité des productions agricoles, renforcement des capacités d'initiatives des groupements des femmes, création de marchés forains, appui aux capacités des coopératives d'artisans...
- Création d'un espace socio-culturel.

À travers cette plateforme locale, le district de Makoua est à la recherche de tous types de partenariat (associations, écoles, hôpitaux, administrations, collectivités territoriales, coopératives agricoles et d'artisans, entreprises, compétences individuelles de tous domaines...) pour l'aider à bâtir son projet.

Contact

Jean Éric DJENDJA
tél. 06 79 17 06 08 • ajlemakoua@yahoo.fr
ericdjendja@yahoo.fr

Vietnam

Le collège Colette est situé dans le 3^e arrondissement de Ho Chi Minh Ville. Il dispense un enseignement intensif du Français ; les matières scientifiques sont enseignées en français. Il en est à sa 15^e année de cursus avec 10 classes bilingues. Il compte 1 842 élèves avec 43 classes dont 10 bilingues. Le collège souhaite faire un échange avec un collège français désireux de découvrir le Vietnam.

Contact • M^{me} Anh Dao, Professeur de Français
Collège Colette • 10 rue Ho Xuan Huong
3^e arrondissement • Ho Chi Minh Ville • Vietnam
tél. 848 9 306 859 • anhhoa@hcmc.netnam.vn
Ou en France : M. Louis Bollon
louis.bollon@orange.fr

Le Tour de France humanitaire à Lyon

Lyon • les 26, 27 et 28 juin

Venez nombreux découvrir le secteur humanitaire, rencontrer les ONG et bénéficier des entretiens d'orientation de Bioforce.

Pourquoi l'opération Tour de France ?

- **Pour répondre à l'engouement des jeunes pour la Solidarité.** De nombreuses études témoignent de l'intérêt croissant des jeunes pour le secteur de la solidarité, en particulier internationale. Véritable phénomène de société, ils affirment leur désir de s'engager pour changer les choses ! En parallèle des missions internationales, la diversité des engagements qui leur sont offerts reste cependant trop souvent méconnue. Le premier objectif du Tour de France Humanitaire est de donner cette information aux jeunes.
- **Pour expliquer la professionnalisation de l'action humanitaire.** La volonté d'agir en faveur des populations vulnérables est un critère fondamental de recrutement pour les acteurs de la solidarité. Elle n'est cependant plus suffisante ! Pour leurs quelque 5 500 départs par an, les ONG recherchent désormais des professionnels possédant à la fois une bonne dose de maturité, des compétences avérées et la capacité de les adapter à des situations de plus en plus complexes. Le second objectif du Tour de France Humanitaire est d'expliquer ces exigences pour permettre à ces jeunes de mieux s'orienter dans ce secteur.

Pour en savoir plus • www.tdf-humanitaire.net

Contact

Olivier Vandecasteele • Institut BIOFORCE Développement
Plateforme de l'Emploi Solidaire
41 avenue du 8 mai 1945 • 69694 Vénissieux cedex
tél. 04 72 89 36 09 • www.bioforce.asso.fr

5^e Festival Lafi Bala

Du 29 juin au 3 juillet • Chambéry (73)

Après le succès de l'édition 2005 parrainée par Richard Bohringer, le festival Lafi Bala, organisé par la coopération Chambéry-Ouahigouya, reprend du service. Lafi Bala est une invitation au voyage, un moment d'échanges et de découvertes autour des cultures du Burkina Faso avec de nombreux artistes et artisans burkinabè. Venez déambuler cinq jours dans un décor urbain burkinabè reconstitué au cœur de Chambéry et partez à la rencontre d'une autre réalité culturelle. Artisanat, restauration traditionnelle, créations artistiques, cinéma plein air, arts plastiques, théâtre de sensibilisation, contes ainsi que de nombreux concerts rythmeront cette grande fête africaine ! Cette année le festival privilégiera un discours engagé sur le commerce équitable, la rencontre interculturelle, les inégalités Nord/Sud, la coopération décentralisée, etc.

Informations complémentaires

tél. 04 79 68 84 02 • lafi.bala@hotmail.fr
www.lafibala.com

Économie sociale et solidaire : appel à projets de la Région Rhône-Alpes

Vous organisez une manifestation sur l'Économie sociale et solidaire (forum, projection de films, exposition, visites d'entreprises, ou toutes autres manifestations...), la Région vous aide à rendre vos actions plus visibles, notamment auprès du grand public. Elle a ainsi souhaité mettre un coup de projecteur aux événements de l'économie sociale et solidaire se déroulant entre le 1^{er} octobre et le 31 décembre 2007.

Projets retenus dans le cadre de l'appel à candidatures

- Cet appel à candidatures est ouvert à toute initiative locale de l'économie sociale et solidaire à destination d'un public de proximité sur le territoire de Rhône-Alpes.
- Les manifestations devront se dérouler entre le 1^{er} octobre et le 31 décembre 2007.
- Elles doivent pouvoir illustrer « comment entreprendre autrement avec l'économie sociale et solidaire ».
- Elles doivent être le résultat d'une coordination des différents acteurs d'un même territoire et doivent être portées par des collectifs d'associations, collectivités, entreprises de l'économie sociale et solidaire... (un référent unique devra être désigné).
- Les manifestations intégrant des actions de sensibilisation à l'économie sociale et solidaire en direction du grand public, et notamment du public jeune, sont un plus.
- Les manifestations déjà programmées pour cette période pourront être intégrées dans le programme des manifestations retenues si elles répondent à ces critères.

Les dossiers de candidatures seront examinés par un comité de sélection régional.
L'appel à candidature est ouvert du 15 avril au 13 juillet 2007 inclus.

Un soutien de la Région à 2 niveaux

- En complément de la communication réalisée par chaque porteur de projet, la Région assurera une communication et une promotion régionale d'envergure sur le programme des manifestations retenues.
- Pour les projets particulièrement remarquables (originalité de la démarche, ampleur, diversité des cibles, qualité du partenariat local...), la Région pourra mettre en œuvre un soutien financier spécifique qui pourra intervenir sur le financement du projet lui-même (jusqu'à 50 % des coûts externes) dans le cadre du dispositif IDéclic Solidaire / Promotion de l'économie sociale et solidaire.

Remise des dossiers au plus tard le vendredi 13 juillet 2007 inclus

par courrier « Appel à Candidatures pour l'Économie Sociale et Solidaire »,
Direction de l'économie • Conseil régional Rhône-Alpes
78 Route de Paris • BP 19 • 69751 Charbonnières les Bains cedex
dertt@rhonealpes.fr • Dossier téléchargeable sur www.rhonealpes.fr en page d'accueil.

HCCI : Prix 2007 de la coopération internationale

A l'occasion de la Semaine de la Solidarité internationale qui tiendra sa 10^e édition du 17 au 25 novembre 2007, le Haut Conseil à la Coopération Internationale (HCCI) décerne trois Prix de la Coopération internationale qui distinguent des actions exemplaires de coopération internationale.

Les ONG appelées à candidater pour deux prix

- Le « Prix de la solidarité internationale » récompense un projet de terrain ou de renforcement des capacités mis en œuvre par un acteur associatif non gouvernemental français travaillant en partenariat avec un acteur non gouvernemental d'un pays étranger.
 - Le « Prix de l'information du public sur la coopération internationale pour le développement » distingue une structure française pour une action particulièrement marquante d'information du public sur les enjeux de l'aide au développement.
- Quant au troisième prix, il est attribué aux collectivités territoriales.

La date de clôture de dépôt des dossiers est fixée le lundi 16 juillet 2007.

Pour télécharger les dossiers d'inscription • www.hcci.gouv.fr

Commission européenne : appels à propositions 2007

Europeaid

Tous les appels sont publiés sur la page : <http://ec.europa.eu/europeaid/cgi/frame12.pl>
Il faut se référer ensuite aux critères d'interrogations de la base de données.

- Pour les appels suivants, sélectionner : (By program, Other, Open, Grants, All, All)
 - **Madagascar** : Programme d'appui à la nutrition
 - **Bande de Gaza** : Sécurité alimentaire
 - **Sud Somalie** : Programme de réhabilitation agricole et diversification des systèmes d'irrigation à haut potentiel
 - **Colombie** : Aide aux populations déplacées
- Pour les appels suivants, sélectionner : (By program, Fed/budget, Open, Grants, All, All)
 - **Somalie** : Renforcement des conditions de vie par la sécu-alim, l'eau et l'assainissement, l'élevage et le dev. agricole
 - **Sud du Tchad** : Programme LRRD (Linking Relief, Rehabilitation and Développement)
- Pour l'appel suivant sélectionner : (By program - Meda - Open - Grants - All - All)
 - **Territoires occupés palestiniens** : Programme EuroMed Jeunesse III

Pour les autres programmes, sélectionner : « **Annual work programmes** », puis « **Annual work programmes for grants 2007** » et choisir ensuite la zone d'intervention qui vous intéresse :

- **Europe du sud-est** : Programmes généraux de renforcement des conditions de vie (Bulgarie, Roumanie, Croatie et Turquie).
- **Asie centrale et Europe de l'est** : Programmes d'appui à la nutrition (Afghanistan, Azerbaïdjan, Russie et Ukraine).
- **Pays méditerranéens** : Programmes généraux de renforcement des conditions de vie (Algérie, Égypte, Jordanie, Liban, Syrie, Yémen). Sécurité alimentaire dans la Bande de Gaza ; Programme EuroMed Jeunesse III pour les Territoires occupés Palestiniens.
- **Afrique, Caraïbes et Pacifique** : Renforcement des conditions de vie par la sécu-alimentaire, l'eau et l'assainissement, l'élevage et le développement agricole (Bénin, Ghana, Guyane, Océan indien, Madagascar, Mali, Mauritanie, Somalie, Tchad).
- **Asie** : Programmes d'aide à la nutrition et de renforcement économique (Cambodge, Laos, Chine, Thaïlande). Programme d'aide aux populations déplacées (Inde, Bhoutan et Népal).

Attention, certains dossiers sont à rendre avant le mois de juillet 2007 !

Nouveau cadre de financement 2007-2013 : sites d'information

Différents réseaux européens de la société civile ont développé 4 sites internet d'information sur la programmation de l'aide européenne sur les pays du voisinage européen (Méditerranée, Europe de l'Est, Sud Caucase), les pays ACP, les pays d'Asie, et les pays d'Amérique latine. Ces sites centralisent des informations fournies par la Commission européenne et par les pays et les régions au centre de ces négociations.

Suivi de la programmation de l'aide

- dans les pays du sud de la Méditerranée, d'Europe de l'Est, et du sud Caucase : www.enpi-programming.eu/
- dans les pays ACP : www.acp-programming.eu/
- dans les pays d'Asie : www.asia-programming.eu/
- dans les pays d'Amérique latine : www.la-programming.eu/

Source : Coordination Sud - <http://www.coordinationsud.org/spip.php?rubrique4>

4^e Marche des parapluies 20 juin • Lyon

Pour la 4^e année consécutive, la Marche des Parapluies, organisée par Forum réfugiés, se tiendra à Lyon le mercredi 20 juin, date de la Journée mondiale du réfugié. Cette année, la Marche revêt une dimension nationale puisqu'elle se déroulera aussi à Paris. Elle est l'occasion pour Forum réfugiés d'alerter l'opinion publique sur la situation inquiétante du droit d'asile en France et en Europe. Forum réfugiés invite chacun à se joindre à sa traditionnelle Marche portant le message « Il faut protéger les réfugiés » pour exprimer son attachement à l'impérieuse nécessité de protéger les réfugiés. Le rassemblement est prévu place Saint-Jean (Lyon 5^e) à 17 h 30. Le défilé sillonnera la presqu'île au rythme des fanfares et batucadas pour atteindre la Place Sathonay (Lyon 1^{er}). Jusqu'à 23 h, stands d'info et soirée-concert.

Contact

Anne-Lise Devaux, chargée de communication
et Charlotte Royer, assistante
tél. 04 37 57 19 73 • 06 27 86 15 39
communication@forumrefugies.org

1^{er} Université d'été régionale de la Solidarité internationale 6 et 7 juillet Lycée Paul Claudel • Crémieu (38)

Elle est organisée par le **CADR** (Collectif des Associations de Développement en Rhône-Alpes), en partenariat avec de nombreuses associations rhônalpines.

Créé en 1986, le CADR regroupe une cinquantaine d'associations de Solidarité internationale en Rhône-Alpes et a pour objectifs principaux de :

- favoriser les échanges d'expériences et de pratiques, entre les ASI de la Région Rhône-Alpes
- impulser, animer et rendre visibles les actions collectives des associations de solidarité internationale régionales et promouvoir une démarche d'éducation au développement et à la solidarité internationale.
- dialoguer avec les collectivités territoriales sur les thèmes de solidarité internationale.

Au programme, des échanges autour du thème central « Associations de Solidarité Internationale : acteurs au Sud, acteurs au Nord ». Trois ateliers de travail permettront d'échanger autour de l'éducation au développement, du développement local et de la coopération décentralisée. Durant deux jours alterneront temps de travail en ateliers, mises en commun en plénière et, avec la compagnie théâtrale Circonstanciel, échanges informels autour d'un espace inter-associatif et des repas...

Vendredi soir, une table ronde réunissant élus et acteurs associatifs de Rhône-Alpes, organisée en partenariat avec Résacoop, permettra d'échanger sur le thème : « La place des associations de solidarité internationale (ASI) dans la définition des politiques publiques liées à la solidarité internationale ».

Informations et inscription

CADR • 202 Chemin de Fontanières • 69350 La Mulatière
tél. : 04 78 50 99 36 • cadr@free.fr • <http://cadr.free.fr>

RÉUNION

Loi Oudin : mode d'emploi 18 juin

Votée en janvier 2005, la loi OUDIN autorise les collectivités territoriales à consacrer jusqu'à 1 % de leur budget des services publics de l'eau et de l'assainissement, à des actions de solidarité internationale dans ces mêmes domaines. Depuis deux ans, des initiatives se sont développées mais restent en nombre limité, alors même que de nombreuses collectivités étrangères expriment des besoins dans ce secteur.

Les objectifs de cette rencontre qui s'adressait aux collectivités territoriales de Rhône-Alpes et à leurs partenaires étaient à la fois de faire le point sur les expériences actuelles et d'apporter aux collectivités intéressées des éléments d'information et de réponse à des questions telles que :

- Comment mettre en place un fonds «Eau » ?
- Quelles en sont les modalités pratiques, juridiques, financières ?
- Comment assurer de manière efficace la gestion et l'utilisation de ce fonds ?
- Etc.

Cette réunion, organisée par Résacoop, a lieu le lundi 18 juin 2007, de 9h à 17h, à l'espace François Mitterrand de la Mairie de Bourg-les-Valence (26).

Des membres de PS-Eau, du Grand Lyon, d'Eau Vive et de l'Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée Corse interviendront au cours de cette journée.

Le compte rendu de cette rencontre sera prochainement disponible sur notre portail internet www.resacoop.org (rubrique Boîte à outils - réunions thématiques).

ARRIVÉE

Arrivée de David Hacquin

Début mai, David Hacquin a rejoint l'équipe technique de Résacoop, après une mission de 4 ans au Mali, pour le conseil régional Nord Pas de Calais. Il aura, en particulier, en charge les activités liées aux publics jeunes et prend désormais le relais de l'animation du chantier Jeunes (groupe de travail sur l'implication des jeunes dans la coopération et la solidarité internationale). Il continuera à travailler étroitement avec Sandra Gourbeyre qui anime l'espace Jeunes du Portail Internet et apportera sa contribution à l'ensemble des activités de RÉSACOOP : accueil des porteurs de projets, réponses aux sollicitations, veille pays, organisation de réunions d'échanges, etc.

Contact • dhacquin@resacoop.org

ZOOM SUR LES CHANTIERS

Chantier « jeunes et international »

Les membres du groupe de travail se sont retrouvés le 16 mai à Chambéry. L'occasion, entre autres, de mutualiser les récentes expériences de formation d'accompagnateurs de jeunes dans plusieurs départements de la région (Isère, Loire, Ardèche), d'échanger sur l'évaluation du réseau « Jeunes et Solidarité Internationale » de Savoie réalisée en mars 2007 par un groupe d'étudiants en formation au CIEDEL, et de fixer des objectifs de travail autour des deux priorités du chantier Jeunes pour 2007 : renforcer les compétences des structures d'accompagnement en matière de projet à l'international et leur maillage régional; améliorer l'espace Jeunes du portail Internet.

D'ores et déjà, les membres du groupe projettent de rencontrer les directions régionale et départementales Jeunesse et Sports de la région pour approfondir les attentes en matière de formation d'accompagnateurs de jeunes. Il est aussi prévu d'engager un état des lieux des ressources du territoire dans ce domaine et d'identifier les améliorations possibles de l'Espace Jeunes du Portail internet. Vous êtes d'ailleurs invités à nous faire parvenir vos précieuses remarques (mail@resacoop.org) afin de nous aider à améliorer la qualité de l'Espace Jeunes.

Contact • David Hacquin

Bienvenue à pS-Eau Rhône-Alpes !

Après la région Bretagne, le Programme Solidarité Eau est désormais présent sur la région Rhône-Alpes. Réseau de partenaires de la coopération internationale œuvrant pour l'accès à l'eau potable et à l'assainissement pour tous, son objectif est d'accompagner les acteurs afin de mieux faire connaître leurs réalisations et de les orienter vers les compétences existantes. Différents outils sont à disposition et téléchargeables gratuitement sur le site Web du programme, une partie non négligeable de ces outils est dédiée aux migrants et au développement de leurs pays d'origine.

Le pS-Eau contribue à mieux connaître et échanger sur : l'approvisionnement en eau dans les pays en développement, les réalisations en faveur de l'amélioration de l'accès à l'eau (puits, fontaines, réseaux d'adduction d'eau, assainissement, etc.), les politiques menées par les décideurs des pays du Nord et du Sud en faveur du développement des services de base.

À cet effet, en région Rhône-Alpes, le pS-Eau souhaite appuyer dans leurs actions, les ONG, les réseaux, et en priorité les collectivités et les syndicats des eaux mobilisés sur la question de l'eau et intéressés par l'application de la loi Oudin (1 % de solidarité). Tous ces acteurs sont invités à rejoindre les 10 000 membres que compte déjà le réseau pS-Eau.

Enfin, le pS-Eau va accompagner la communauté urbaine de Lyon dans l'animation et la structuration de son Fonds Eau de Solidarité et de Développement Durable.

Contact • Rémi Gatineau, Chargé de mission • gatineau@pseau.org • www.pseau.org